Le messianisme : temporalité interruptive et Loi suspendue

Coralie Camilli

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/cps/488>

DOI : 10.4000/cps.488

ISSN : 2648-6334

Éditeur

Presses universitaires de Strasbourg

Édition imprimée

Date de publication : 1 mai 2015

Pagination : 109-119

ISBN : 978-2-86820-916-0

ISSN : 1254-5740

Référence électronique

Coralie Camilli, « Le messianisme : temporalité interruptive et Loi suspendue », *Les Cahiers philosophiques de Strasbourg* [En ligne], 37 | 2015, mis en ligne le 03 décembre 2018, consulté le 10 novembre 2022. URL : <http://journals.openedition.org/cps/488> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/cps.488>

Creative Commons - Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Partage dans les Mêmes Conditions 4.0 International - CC BY-NC-SA 4.0

<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-sa/4.0/>

Le messianisme : temporalité interruptive et Loi suspendue

Coralie Camilli

Le messianisme est une notion temporelle élastique. Il prend naissance dans le corpus talmudique et accepte par son caractère herméneutique plusieurs tendances internes. La tendance dominante consistera à penser le temps comme source d'imprévisibilité et de rupture. Mais la modernité retiendra quant à elle deux autres tendances, minoritaires pourtant : la linéarité progressiste et le mouvement répétitif, lesquels prendront ultérieurement des formes philosophiques. Ces deux aspects du messianisme sécularisé donneront lieu à nombre de contresens sur la nature du temps messianique.

Si la modernité a retenu du messianisme le fait que la rédemption se pense soit en termes de réalisation historique, soit en termes de répétition du même, il semble en retour que tenter de réévaluer le temps messianique et son rapport à la Loi doive se faire au regard du politique, où la Loi (sécularisée) est suspendue et le temps (historique) interrompu.

Or la suspension de la loi et l'interruption du temps se pensent politiquement en termes « d'état d'exception », puisque l'état d'exception désigne généralement les situations où le droit commun doit être suspendu, le terme faisant l'objet d'une première définition en 1921 dans l'ouvrage de Carl Schmitt *La Dictature*. L'état de guerre, l'état de nécessité, l'état d'urgence, entrent dans ces situations. Pour illustrer ce que peut être une situation d'exception, nous pouvons nous référer à l'établissement, en 1995, de la commission nommée « Vérité et Réconciliation », chargée en Afrique du Sud de travailler à la reconstitution civile et à la réconciliation nationale après l'abolition de l'Apartheid, deux ans plus tôt. Il s'agissait d'instaurer une entente ou un

pardon, même provisoires, entre victimes et bourreaux afin d'enrayer la violence durant le temps de la réparation, dans la mesure où celle-ci nécessite une temporalité propre. Il s'agit plus d'un processus que d'un événement. On voit là assez clairement comment s'intriquent politique et religieux.

L'état de la Loi : l'état d'exception

Maïmonide rappelle, en s'inscrivant dans la tradition juive, que la miséricorde est un des treize attributs divins, et que l'individu doit d'abord, pour être pardonné par Dieu et par son prochain, confesser sa faute, puis faire repentance et prendre enfin l'engagement de ne plus recommencer. C'est là en somme ce qui s'est passé pour les bourreaux dans les différents interrogatoires organisés par la Commission « Vérité et Réconciliation ». Les criminels devaient se confier ou se confesser par « fidélité à la loi ». S'ils faisaient « pleine divulgation de tous les faits pertinents relatifs à des actes associés à un objectif politique », ces « fidèles » avaient droit à l'amnistie. Devant le coupable qui vient se repentir, le Talmud demande à l'offensé « de se montrer souple comme un roseau et non rigide comme un cèdre »¹, mais affirme que « bien qu'il ait payé, le fauteur n'est pardonné que s'il lui demande pardon et que la victime accède à sa demande »².

Il faut toutefois que le travail de la Commission sud-africaine entre dans le cadre d'une situation exceptionnelle. Elle conserve une particularité : la situation d'urgence dans laquelle elle se trouvait consistait non pas à sortir de l'état de droit, puisqu'après l'Apartheid la sortie était déjà effective, mais à y revenir, à nouveaux frais. Le processus est bien un processus incluant une dialectique messianique. Il s'agissait de réinstaurer à nouveau un élément perdu ou dégradé (l'état de droit) par l'instauration d'une nouvelle forme (la justice restauratrice). L'état d'urgence que devait assumer la Commission « Vérité et Réconciliation » consistait donc à entrer à nouveau dans la normalité et non pas, comme c'est le cas dans l'état d'exception « classique », à en sortir. Toutefois,

« les deux situations produisent des effets identiques – une suspension du droit – (...) l'état d'exception suspend les réquisits de l'État de

1 TALMUD DE BABYLONE, traité *Taanit*.

2 TALMUD DE BABYLONE, traité *Baba Qama*.

droit pour garantir son existence. Il se justifie par la nécessité qui, – comme la révolution ou l'instauration d'un nouvel ordre constitutionnel –, transcende le droit; il est en effet à la fois formellement légal et substantiellement a-légal. L'état d'exception organise juridiquement un espace d'anomie, c'est là son paradoxe»³.

Ainsi, le passage, nécessairement d'ordre temporel, de l'élément originel perdu à sa restitution sous une forme nouvelle exige une transition : la suspension de la Loi. A. Garapon note que «l'état d'exception comme l'état de transition ne se comprennent que par une temporalité à la fois politique, historique et organique»⁴. Ajoutons : messianique. Comment s'opère cette suspension ?

Selon Schmitt relu par Agamben, le souverain est celui qui décide de «l'état d'exception», c'est-à-dire

«la personne ou le pouvoir qui, en déclarant l'état d'urgence ou la loi martiale, peut légitimement suspendre la validité de la loi. Le paradoxe implicite de cette définition (que nous pouvons appeler paradoxe de la souveraineté) c'est qu'ayant le pouvoir légitime de suspendre la loi, le souverain en vient à se trouver en même temps en dehors et à l'intérieur de l'ordre juridique. La précision «en même temps» n'est pas sans importance : le souverain se place légalement en dehors de la loi»⁵.

Agamben se réfère au cas de l'État nazi :

«Dès que Hitler eut pris le pouvoir, (ou, comme on devrait peut-être le dire plus exactement, dès que le pouvoir lui fut livré), il promulgua le 28 février 1933 un «Décret pour la protection du peuple et de l'État», qui suspendait les articles de la constitution de Weimar relatifs aux libertés personnelles. Le décret ne fut jamais révoqué, si bien que tout le III^e Reich peut être considéré, du point de vue juridique, comme un état d'exception qui a duré douze ans»⁶.

Agamben soutiendra ainsi que le totalitarisme peut être défini comme l'instauration d'une guerre civile légale réalisable par la mise en œuvre

3 A. GARAPON, «La justice comme reconnaissance», in : B. CASSIN (dir.), *Le genre humain, Vérité, réconciliation, réparation*, p. 185.

4 A. GARAPON, *op. cit.*, p. 187.

5 G. AGAMBEN, *La puissance de la pensée*, p. 214.

6 G. AGAMBEN, *État d'exception, Homo Sacer*, p. 11.

d'un état d'exception. La frontière est mince entre les mesures d'exception, transitoires et non-durables, et un état d'exception permanent.

« Le *military order* édicté par le Président des États-Unis le 13 novembre 2001, autorise la détention indéfinie et le procès devant des commissions militaires (à ne pas confondre avec les tribunaux militaires, autorisés et prévus par le droit de la guerre) des non-citoyens suspectés d'être impliqués dans des activités terroristes (...) La nouveauté de « l'ordre » du Président Bush est d'annuler radicalement tout statut juridique de l'individu, en créant ainsi un être juridiquement innommable et inclassable (...) Ni prisonniers ni accusés, mais seulement « *détainees* », ils sont l'objet d'une pure souveraineté de fait, d'une détention indéfinie, au sens temporel, mais quant à sa nature même, car totalement soustraite à la loi (...) »⁷.

Dans le cas du *Military order*, tout comme dans la situation d'exception, ou encore pour l'état d'urgence de la Commission sud-africaine, la situation nouvelle, pour être instaurée, est dotée d'une forme juridique, mais cette forme est a-normale, elle excède le droit ordinaire.

Souverain et messie

Ainsi la structure de la souveraineté est étayée par la forme de la situation d'exception. Cette possibilité de changer l'état de la Loi que détient le souverain est également celle du messie : comme le souverain, il possède la capacité d'instituer un nouveau rapport à la Loi au sein de la temporalité messianique, en rétablissant, abrogeant, suspendant les lois alors en vigueur. Le messie et le souverain sont deux figures dont les proximités et les écarts indiquent qu'elles sont à la fois indissociables et hétérogènes. Hétérogènes au sens où la figure messianique représente, outre sa fonction juridique, un aspect indiscutablement nécessaire au politique, à savoir « le compassionnel » ou le « gracieux », comme le nomme G. Bensussan⁸, la Rahmanout de l'hébreu. Mais ces deux figures sont également indissociables au sens où elles partagent certaines caractéristiques communes, notamment le rapport à la Loi, pont jeté entre la temporalité messianique et la sphère politique.

7 G. AGAMBEN, *op. cit.*, p. 13.

8 G. BENSUSSAN, *Le temps messianique. Temps historique et temps vécu*, p. 165.

S'agissant des différences entre le souverain et le messie, il faut noter en premier lieu la miséricorde, ou la compassion, qui s'oppose dans la tradition juive au Din, soit au jugement de droit. Ces distinctions sont inscrites dans les relations multiples qu'entretiennent le temps et la Loi dans la pensée hébraïque, mais elles ne prennent jamais la forme de fixités conceptuelles. S'il est nécessaire de distinguer ces implications à la fois éthiques et juridiques, nous pouvons dire que l'attribut de miséricorde est en quête de la réparation des peines infligées à une victime, à une famille, à un clan, à un peuple, à une nation ou à l'humanité, réparation qui s'entend comme rédemption. Ainsi en va-t-il de la justice restauratrice mise en place par la Commission « Vérité et Réconciliation », laquelle donnait lieu à une suspension du jugement des criminels, ainsi qu'à une substitution de la peine infligée aux coupables par le pardon accordé par les victimes.

« Proche de la compassion au point de parfois ne s'en point distinguer, le gracieux est cependant plus délié, moins fonctionnellement associé à la levée de l'étroitesse close du jugement, à l'élargissement de ce qui demeurerait autrement enfermé dans un éternel dévisagement. Le compassionnel se tient au-delà du droit dans sa proximité, il l'élargit du dedans (...) et implique un agir susceptible de compenser les éventuels effets pervers, comme disent les sociologues, du jugement de droit »⁹.

La miséricorde ne saurait cependant à elle seule constituer la base matricielle du juridique. Comment arriverait-on sinon à une forme d'impartialité, nécessaire pour que la justice soit rendue ? Il faut encore le Din, la rigueur, consubstantielle au processus de création et d'application des règles juridiques. L'exercice du jugement par un tribunal requiert évidemment la stabilité de règles procédurales qui ne dépendent aucunement du sentiment compassionnel. Les deux attributs appartiennent en propre à Dieu selon la tradition. Le Midrash Rabba note en effet que Dieu eut recours, lors de la création du monde, de ces deux mesures :

« si je crée le monde sous l'égide de la mansuétude (*middat-ha-rahamim*), les crimes seront sans nombre, mais d'un autre côté

9 G. BENSUSSAN, *op. cit.*, p. 169-170.

comment pourra-t-il subsister sous l'égide de la rigueur (*middat-ha-din*) ? »¹⁰

Cette mesure du *Din*, du jugement, entre justement dans la catégorie des proximités latentes entre le messianisme et la souveraineté. Notons que le messie, selon la tradition, sera en mesure de rétablir la Loi telle qu'elle était pratiquée à l'époque du Temple et qui, par certains aspects, a été mise en suspens : des pratiques furent remplacées par d'autres, à l'image des sacrifices quotidiens offerts au Temple qui, une fois celui-ci détruit, furent remplacés par des prières quotidiennes supplémentaires. Les points de convergence entre la temporalité messianique et l'état d'exception ne sont pas rares, et l'on notera à ce sujet que l'état d'exception représente l'originarité de la forme de la Loi. Le messianisme, s'il se réalisait durablement, pourrait en ce sens être lui-même entendu comme un état d'exception puisqu'il instaurerait un changement significatif de l'état de la Loi, soit en en instaurant une nouvelle sans pour autant abroger l'ancienne, soit en restaurant l'ancienne Loi dans son entièreté. Agamben, se référant à ce que Schmitt nomme le paradoxe du souverain, remarque que ce dernier, ayant le pouvoir de suspendre la validité de la loi, est à la fois « dans la loi et hors d'elle »¹¹. Mais pour lui l'état de la Loi messianique correspond à une sorte d'état d'exception. La Loi messianique serait une récapitulation chrétienne de la loi mosaïque, « inexécutable », mais que Paul peut

« accomplir et récapituler à travers la figure de l'amour (...). À cette contraction de la loi mosaïque correspond, du côté de la foi, la récapitulation messianique des commandements dont Paul parle dans Rm 13, 8-10 : celui qui aime l'autre a accompli la loi. En effet, tu ne commettras pas l'adultère, tu ne tueras pas, tu ne voleras pas, tu ne désireras pas, et tous les autres commandements, se récapitulent dans ces paroles : tu aimeras ton prochain »¹².

Cette affirmation repose sur une double ignorance. Premièrement, la « récapitulation » paulinienne n'en est pas une, puisque le commandement « tu aimeras ton prochain comme toi-même » (« *veahavta le réakha qamokha* ») se trouve déjà mot pour mot dans la Tora, dans

10 MIDRASH RABBA I, p. 157.

11 G. AGAMBEN, *Le temps qui reste, un commentaire de l'Épître aux romains*, p. 178.

12 G. AGAMBEN, *op. cit.*, p. 183.

Lévitique 19-18. Il ne s'agit donc pas d'une récapitulation, mais d'une simple citation. Il faut également rappeler que ce commandement toraïque avait déjà fait l'objet d'une récapitulation. Avant Paul, Hillel, maître talmudique, affirme dans le traité Chabat, 31a, que «ce qui est détestable à tes yeux, ne le fais pas à autrui. C'est là toute la Tora, le reste n'est que commentaire. Maintenant, va et étudie». Agamben voit bien la proximité figurale entre le messie et le souverain, mais il veut faire de la Loi dans le temps messianique une suspension, une désactivation, une *katargesis*. Paul, étant à la fois dans et hors la Loi, propose d'appliquer la Loi en la dés-appliquant : la Loi est inexécutable et pourtant elle demeure, sous la forme d'une récapitulation.

On peut au contraire considérer que l'état d'exception, au lieu de donner lieu à une indistinction (Paul affirme en effet : «il n'y aura plus ni juifs, ni non-juifs»), emporte une distinction entre la Loi en vigueur, normale, mais suspendue provisoirement, et la Loi de remplacement, applicable durant la situation d'urgence. Le messie, comme le souverain, instaure une séparation plutôt qu'une récapitulation. On peut ainsi comprendre, par exemple, pourquoi la Kabbale rationnelle de Haïm de Volozine distingue deux aspects de la Loi, la Tora Beri'ah, la Loi dans l'état de la Création, et la Tora de Atzilut, la Loi dans l'état de l'Émanation. La première correspond au monde non rédimé, elle est comparée au vêtement extérieur de la présence divine qui, si Adam n'avait pas fauté, se serait montré dans sa nudité. La seconde, au contraire, manifeste le sens de la Loi dans sa plénitude originaire. Aux jours messianiques, la Tora originaire pourra être rétablie et changera de visage. La Loi se transforme après la chute du premier homme. Le monde n'est plus régi par l'arbre de vie, mais par le second arbre, dont participent autant le bien que le mal. En conséquence, il est divisé entre sacré et profane, pur et impur, permis et prohibé, lumière et ténèbres¹³.

Cette séparation donne ainsi lieu à deux formes de Loi : la Loi originelle, perdue mais restaurée aux jours du messie, et la Loi de l'exil, faite de permissions et d'interdits. La Loi originelle est donc «suspendue», remplacée provisoirement par la Loi d'après la chute, mais elle ne cesse pas pour autant d'être «en vigueur», car on ne l'abroge pas et il se peut qu'elle soit rétablie aux jours messianiques.

13 Il n'est pas inintéressant de noter que la sortie de *chabbat* qui, justement, célèbre cette division, s'appelle «*bavdala*», soit séparation.

Il en va toutes choses égales de même dans la conception schmittienne de l'état d'exception, où la Loi peut être suspendue, sans cesser d'être en vigueur. De même,

« Le Roi oint (*Melekh HaMashia'h*) est destiné à se lever et restaurer le royaume Davidique dans son antique et première souveraineté. Il construira le Temple de Jérusalem et rassemblera les égarés d'Israël. Toutes les lois reprendront vigueur en ses jours comme avant »¹⁴.

Remarquons encore que le terme de « messie » (*mashiah*) désigne à l'origine, en hébreu, tout homme ayant été oint, à commencer par les souverains d'Israël qui exerçaient évidemment une fonction politique. Les premiers à être appelés « messies » furent les souverains. Cette charge politique du messianique fait l'objet d'après discussions talmudiques quant à la nature de la rédemption. Chemouel, rédacteur babylonien du III^e siècle, soutient, et telle sera par la suite l'opinion majoritaire des Sages au sein du judaïsme, que la rédemption messianique doit se réaliser dans l'espace social libéré des oppressions et des obstacles empêchant la pratique des lois toraïques. Chemouel ira encore plus loin et affirmera que le seul contenu du temps messianique sera la fin de l'oppression politique. Écartant toute tendance eschatologique, il attribue au changement messianique la fin du joug des nations sur le peuple d'Israël, et seulement elle.

Si la figure du messie semble présenter deux visages apparemment contradictoires – celle du messie restaurant une Loi originelle perdue après la chute puis retrouvée au moment de la rédemption, et celle du messie permettant simplement la pratique de la Loi actuelle, grâce au rétablissement d'une unité socio-politique- nous pouvons à présent proposer une tentative de réponse à la question de savoir pourquoi la figure messianique est ambivalente. C'est que, comme la figure du souverain, elle se situe à la fois au dehors de la Loi et au-dedans. On pourrait dire qu'elle est légalement en dehors de la Loi ou illégalement au-dedans de la Loi. Cette capacité du souverain (ou ici du messie) à instaurer ou à destituer la Loi fonderait ainsi la double nature de cette figure. Le caractère institutionnel du messie et sa capacité à instaurer une suspension de la Loi en font une figure étonnamment proche du

14 MAIMONIDE, *Mishné Torah, Hilkhoh Melakhim Oumil'hamoteihem*, chapitre XI. Nous soulignons.

souverain. La Loi, religieuse dans le cas du messianisme juif, juridique dans le cas de l'état d'exception, serait donc susceptible d'un changement significatif d'état. C'est sans doute le sens de l'affirmation kabbalistique selon laquelle la Loi peut faire l'objet d'une désémantisation. La Loi, dans sa forme première, ne serait pas une proposition signifiante, mais une simple somme de lettres sans ordre ni sens, une Loi qui ne contiendrait ni commandements ni prohibitions. Une analogie structurelle relie donc la Loi dans son état originel, où elle ne contenait ni prescriptions ni prohibitions, et la Loi dans l'état d'exception. La Loi originelle s'est transformée en Loi de l'exil et le messie aura à se situer dans cet entre-deux, exactement comme le souverain à l'égard de la Loi quotidienne et de la Loi d'exception, ou à l'égard de la Loi suspendue et de la Loi en vigueur.

Interruption et oppression

En quoi consiste cette structure originelle de la Loi qui lui permet de se conserver jusque dans sa propre suspension et de s'appliquer encore à ce qu'elle-même exclut ? Proprement messianique, elle absorbe les deux tendances déjà relevées de la temporalité messianique : répétition du même et advenir du nouveau. Répétition, en ce que la Loi se conserve jusque dans sa mise en suspens. Advenir, en ce qu'elle s'applique encore ou déjà à ce qui est hors d'elle, en ce qu'elle crée d'autres règles provisoires, éphémères, qui réguleront les situations durant sa suspension.

Aussi l'exception est-elle plus pertinente que le cas normal. En réalité, la règle ne vit que par l'exception. Cette affirmation, schmittienne, sera mise en parallèle par Agamben avec ce que dit Benjamin dans sa huitième thèse Sur le concept d'histoire : au lieu d'affirmer simplement que la règle ne vit que par l'exception, il écrit que « l'état d'exception dans lequel nous vivons est la règle »¹⁵. On peut alors se demander si la tradition juive, qui nous indique précisément en quoi consiste la tâche messianique (rassemblement des exilés, reconstruction du Temple, possibilité de l'étude approfondie de la Tora), a à nous instruire sur son correspondant profane benjaminien, la révolution. Pour Benjamin, il s'agira de rendre au concept de société sans classes son véritable visage messianique, et cela dans l'intérêt même de la politique révolutionnaire

15 W. BENJAMIN, *Œuvres III*, p. 433.

et prolétarienne. Et d'ailleurs que peut bien constituer, à ses yeux, une société sans classes, sinon ce qu'il appelle « le véritable état d'exception » ? La huitième thèse porte sans équivoque sur cette question :

« La tradition des opprimés nous enseigne que "l'état d'exception" dans lequel nous vivons est la règle. Il nous faut en venir à une conception de l'Histoire qui corresponde à cet état. Alors nous aurons devant les yeux notre tâche, qui est de faire advenir le véritable état d'exception : et notre position en face du fascisme en sera renforcée d'autant »¹⁶.

Il est évident et il a été maintes fois remarqué que Benjamin est ici influencé, ou plutôt inspiré, par les écrits de Carl Schmitt et sa conception de la souveraineté. Toutefois, la norme et l'exception ne sont-elles pas variables, suivant que l'on se place dans la tradition des « vainqueurs » ou bien dans celle des « opprimés » ? Car la norme, pour les opprimés, semble bien être l'interminable cortège des violences, des offenses et des dominations infligées par les « puissants ».

Une société sans classes, dominantes ou dominées, détient le caractère utopique de la temporalité messianique. Mais on peut considérer tout autrement le rapport entre société sans classes et temporalité messianique. Au lieu d'affirmer que c'est la conception politique d'une nouvelle société qui possède les caractéristiques du temps messianique, on peut dire que c'est le messianisme qui revêt un caractère politique. C'est en un sens ce qu'affirme Maïmonide, dans *Hilhot Melahim*, XII, I, lorsqu'il explique qu'il n'y aura aucun changement d'ordre naturel ou surnaturel dans l'époque messianique et que « tout se poursuivra selon son cours habituel »¹⁷. Maïmonide s'appuie sur l'opinion de Chemouel selon laquelle « il n'y aura pas d'autre différence entre le temps présent et l'époque messianique que la fin de l'oppression des nations », affirmation plusieurs fois reprise dans le Talmud (Berakhot 34b, Chabat 63a, Pessahim 68a) et dont on voit bien la proximité avec Benjamin. Pour Chemouel, le messianisme se réduit à la fin de l'oppression et à l'avènement de la libération politique du peuple juif. L'attente messianique ne porte pas sur des miracles ou des événements incroyables, elle ne prend pas la forme d'une eschatologie, elle porte simplement sur l'espérance de l'arrêt du joug des nations sur un peuple.

¹⁶ *Ibid.*

¹⁷ MAIMONIDE, *Hilhot Melarhim*, XII, I, p. 727.

Il en est de même chez Benjamin, pour qui ce combat contre l'oppression prend précisément la forme d'un arrêt messianique du devenir, soit pour lui d'une chance révolutionnaire. Chaque instant historique recèle une part de chance révolutionnaire. Il faut ici parler de messianisme interruptif chez Benjamin. L'action politique est tout autant destructive que « messianique » et la société sans classes n'est pas le but final du progrès historique mais son interruption, mille fois tentée, mille fois échouée, et finalement accomplie. Ce « messianisme interruptif » est discontinu, puisque les moments de libération au sein de la tradition des opprimés sont fugaces, fugitifs, épars. Ils ne constituent pas une chaîne solide de maillons resserrés, mais plutôt une constellation, pour reprendre un terme cher à Benjamin, d'explosions messianiques éloignées parfois les unes des autres. Ces explosions peuvent laisser parfois apercevoir, dans le ciel vide de l'histoire, des éclats (*Splitter*), des fragments de luttes passées dont il faut se ressouvenir. Ce « messianisme interruptif » signifie aussi qu'il est comme un abrégé éphémère du temps. Le temps actuel est une image de la temporalité messianique qui, comme un bref moment ou une minute soudaine, résume et récapitule l'histoire de toute l'humanité, ce qui inclut l'histoire des vaincus, celle qu'il ne faut jamais oublier. Ce qui ouvre le véritable état d'exception n'est rien d'autre que cette remémoration.

Bibliographie

- AGAMBEN, Giorgio, *État d'exception, Homo Sacer*, Paris: Seuil, 2003.
 AGAMBEN, Giorgio, *Le temps qui reste, un commentaire de l'Épître aux romains*, Paris: Payot-Rivages, 2004.
 AGAMBEN, Giorgio, *La puissance de la pensée*, Paris: Rivages, 2006.
 BENJAMIN, Walter, *Œuvres III*, Paris: Folio essais, Gallimard, 2000.
 BENSUSSAN, Gérard, *Le temps messianique. Temps historique et temps vécu*, Paris: Vrin, 2001.
 GARAPON, Antoine, « La justice comme reconnaissance », in: B. Cassin, O. Cayla, P.J. Salazar, *Le genre humain, Vérité, réconciliation, réparation*, Paris: Seuil, 2004, p. 185.
 MAIMONIDE, *Mishné Torah, Hilkhoh Melakhim Oumil'hamoteihem*, Jérusalem: Moznaim Publishing corporation, 1993.
 MIDRASH RABBA I, Paris: Verdier, 1987.
 TALMUD DE BABYLONE, TRAITÉS TAANIT et BABA QAMA.